

Pendant ce temps-là...

Nouveaux mécanismes financiers et budgétaires en Europe, refonte de la pensée macro-économique, l'inflation et les classes moyenne et la percée des Fintechs.

Voici une série de 5 articles de vulgarisation synthétisant et expliquant ce qui s'est passé cet été au niveau macro-économique et politique, d'abord au niveau de l'Union Européenne et ensuite dans le monde hors UE. Très clairement les banques centrales s'efforcent de développer des approches complètement nouvelles en promouvant de nouvelles théories et en créant de nouveaux outils tels les CBDC (Central Bank Digital Currency).



Ce sommet marathon de l'EU à Bruxelles en Juillet a été jugé historique, aussi bien par les montants censés rassurer les marchés que par les nouveaux mécanismes créés avec, comme ligne directrice, le désormais célèbre "whatever it takes!". (...)

Pour certains, on aborde une nouvelle page dans un moment quasi Hamiltonien (ie un peu comme ce qui s'était passé aux USA en 1790 quand l'Etat Fédéral nouvellement créé a couvert la dette des premiers Etats), ceci en utilisant les textes existants de l'UE, sans devoir recourir au référendum.

Rappelons d'abord l'ordre du jour de ce sommet de juillet ainsi que quelques ordres de grandeur. Il s'agissait à la fois de :

- négocier le budget à 7 ans de l'Union Européenne qui s'élève à 1,1 Trillions d'Euro(s) soit 157 milliards par an en moyenne (ou 0,8% du PNB de l'EU)
- initier un package Covid avec le "Next Generation EU" de 750 milliards (moitié prêts, moitié dotations).

Les prêts, c'est du classique ! Il s'agit de prêts à des états souverains pour environ la moitié des sommes en jeu. Mais pour l'autre moitié, c'est tout-à-fait nouveau puisque ces dotations ou ces « grants » devront être couverts par **l'Union Européenne qui a donc reçu la permission d'emprunter**. Bien sûr, si les montants sont encore modestes par rapport au PNB européen - de l'ordre de 20 Trillions d'Euro(s) - cela crée un précédent. On s'engage maintenant vers une Europe plus fédérale qui devra notamment lever de l'impôt pour rembourser tout cela. Cela n'a pas été évoqué clairement mais l'Europe devra bénéficier de ses propres ressources, d'où la taxe aujourd'hui sur les plastiques ou encore demain les taxes GAFAM... des choses qui ne peuvent pas facilement se faire au niveau de chaque pays et qui pourraient se faire au niveau européen !

Tous ces fonds "Next Generation EU" seront accordés suivant les recommandations habituelles de la Communauté Européenne aux états. Ces recommandations existaient déjà : les "Country Specific Recommendations". Elles étaient cependant considérées comme des "vœux pieux" sans conséquences trop sévères. Désormais ces recommandations serviront à flécher les subventions ; elles déclencheront leur mise à disposition.

Les pays "frugaux" (Pays-Bas, Autriche, Suède, Danemark, voire Finlande) ont réussi à obtenir le recours éventuel à un système de ralentissement ou « Emergency brake » pour surveiller les dépenses des états du sud de l'Europe réputés "cigales". Très clairement, le système n'est pas censé les interdire mais peut les ralentir en instillant de la supervision (très) administrative.

Vis-à-vis de certains pays à tendance “liberticide” de l’Europe de l’Est existe cette menace sur ces « grants » fléchés qui ne seront distribués que si l’Etat de droit est respecté. Pour que cela passe de façon unanime, le texte reste, il est vrai, est assez ambigu incluant “une promesse d’avoir un régime de conditionnalité pour protéger le budget”. Bien sûr, tout cela doit encore passer devant le Parlement européen qui va essayer de préciser ces conditions.

Tout ceci a été rendu possible grâce au :

1. Brexit - les Anglais n’auraient jamais accepté ce genre de deal...
2. changement de camp d’Angela Merkel qui est passée du camp des “frugaux” au camps majoritaire avec Emmanuel Macron à sa tête, pas forcément par altruisme mais certainement pour sauver les marchés des exportateurs Allemands et faire en sorte que l’Europe puisse fonctionner malgré les déficits commerciaux persistants de presque tous les pays vis à vis de l’Allemagne.

Tout cela crée bien sûr des précédents et va ancrer de façon pérenne une implication forte de UE et des états dans l’économie. Ce “trend” post-COVID est global et touche non seulement l’Europe mais aussi la Chine - historique ! - et les Etats-Unis - nouveau... - avec la Fed qui, par son programme de QE (Quantitative Easing) est en mesure de décider quelle entreprise et quel secteur soutenir ou pas.